LES DÉPENSES DANS LA CIRCONSCRIPTION DE NICKEL BELT

Question n° 1461—M. Rodriguez:

Au sujet de la réponse à la question n° 1131, dans quels principaux secteurs du programme l'argent a-t-il été consacré et pour quel montant dans chaque cas?

L'hon. Joseph-Philippe Guay (ministre du Revenu national):

Frais d'exploitation du bureau de district de l'impôt à Sudbury	Le Programme des douanes et de l'accise
1969-1970—1,245,108	Non disponible
1970-1971—1,341,857	\$ 62,931
1971-1972—1,595,678	66,459
1972-1973—1,815,946	82,571
1973-1974—2,081,095	100,280
1974-1975—2,560,100	100,323
1975-1976—2,731,566	122,288
1976-1977—3,139,299	133,303
1977-1978—2,625,191 (jusqu'à maintenant)	128,380

* * *

[Traduction]

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. Yvon Pinard (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, si la question n° 1446 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, le document serait déposé immédiatement.

[Français]

M. l'Orateur: On a répondu aux questions énumérées par l'honorable secrétaire parlementaire. La Chambre désire-t-elle que la question n° 1446 soit réputée transformée en ordre de dépôt?

Des voix: D'accord.

[Texte]

LE JOURNAL ETHNIQUE

Question n° 1446—M. Mitges:

1. Comment le ministère du Revenu national définit-il un «journal ethnique»?
2. a) Au cours de l'année financière se terminant le 31 mars 1977, b) depuis le 31 mars 1977, dans quels journaux ethniques le Ministère a-t-il inséré de la publicité et, dans chaque cas, pour quelle somme totale?
3. Sur quels critères le gouvernement se fonde-t-il pour déterminer les journaux ethniques pouvant recevoir la publicité gouvernementale?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

M. Pinard: Monsieur l'Orateur, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

M. l'Orateur: Cela est-il convenu?

Des voix: D'accord.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mercredi 12 avril, de la motion de M. Chrétien: Que la Chambre approuve

Budget—M. Clark

la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement de M. Stevens (p. 4438) et du sous-amendement de M. Saltsman (p. 4443).

● (1612)

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, n'est-il pas opportun que juste avant que je prenne la parole au sujet d'un budget qui aurait dû être présenté voici longtemps, on ait présenté une mesure d'initiative parlementaire, un bill sur l'importation de la viande qui aurait dû être présenté par un ministre de la Couronne, celui de l'agriculture (M. Whelan), il y a quelque temps. Il a promis il y a trois ans qu'il présenterait un tel bill, et il a renouvelé sa promesse en précisant qu'il serait présenté par le gouvernement au cours de la présente session. Le gouvernement s'est déchargé de cette responsabilité sur un député d'arrière-ban avec la certitude qu'étant donné la façon dont fonctionne le gouvernement, ce projet de loi concernant l'agriculture ne serait jamais adopté par la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Monsieur l'Orateur, pour ce qui est du budget qui a été présenté lundi soir par le ministre des Finances (M. Chrétien), je dois dire avec une tristesse non feinte que ma réaction, en écoutant le ministre prononcer son premier et dernier exposé budgétaire, était pas mal semblable à celle que j'ai éprouvée devant le discours prononcé par le premier ministre (M. Trudeau)—le dernier d'une série de discours télévisés présentés à Radio-Canada et au réseau CTV dans tout le pays—lorsqu'il s'est rendu à New York. Ce qui s'est produit dans le cas de ce budget, comme dans celui du discours prononcé par le premier ministre à New York, est que le gouvernement, qui avait alors une excellente occasion de faire preuve aux yeux des Canadiens de leadership en matière économique et pour donner aux milieux internationaux l'assurance et l'espoir que notre pays avait un gouvernement prêt à imprimer une orientation à notre économie, n'a pas su saisir cette occasion.

Il a manqué cette occasion pour deux raisons fondamentales. Tout d'abord, il ne veut tout simplement pas admettre la gravité des problèmes économiques que connaît actuellement le Canada. En second lieu, ce gouvernement n'a plus ni l'énergie ni l'imagination nécessaires pour diriger l'économie du pays comme le dictent les circonstances. Nous ne connaissons que trop bien ces problèmes. La valeur du dollar canadien est tombée bien en deçà du niveau auquel elle aurait dû descendre. Ce qui consterne la plupart d'entre nous quand nous constatons chaque jour une nouvelle baisse de la valeur de notre dollar est l'incompétence du gouvernement actuel qui a suscité tant d'inquiétudes dans les milieux internationaux. A lui seul, ce gouvernement nous a coûté au moins trois points dans la chute de notre dollar. Je dis «au moins». Il nous a coûté de un milliard à un milliard et demi de dollars. Nous avons déjà perdu de un milliard à un milliard et demi de dollars parce que la communauté internationale—les personnes qui doivent prendre des décisions relativement à la valeur et à l'utilité de la monnaie canadienne—ne peuvent tout simplement pas faire confiance au gouvernement incompétent que nous avons actuellement au pouvoir.